

Commission : Parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen Orient

Problématique : Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?

Auteurs : Estonie et Lettonie

L'Estonie et la Lettonie sont deux des trois pays composant les Pays Baltes depuis la déclaration d'indépendance de 1918. Ces deux pays sont alors des Républiques dirigées par leurs présidents. Dans le cas de l'Estonie, la présidente Kersti Kaljulaid est à la tête du pouvoir et Egils Levits dans le cas de la Lettonie. Ces deux pays sont membres de l'Union Européenne depuis le 1^{er} mai 2004, afin de collaborer avec des projets veillant à améliorer et à approfondir les relations tant entre les pays membres de l'Union Européenne qu'entre pays extérieurs à celles-ci.

En tant que membre de l'Union Européenne, et actuels membres du conseil de sécurité des Nations Unies, l'Estonie et la Lettonie veulent signer un pacte veillant à programmer un agenda pour la paix au Moyen Orient. Ces deux pays veulent veiller à ce que la crise humanitaire réalise une transition vers la paix à l'aide de l'Union Européenne. D'une part, nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas réagir face à ces conflits humanitaires. D'une autre part, cela touche indirectement certains domaines tel que l'économie des pays membres de l'Union-Européenne.

Quelles solutions proposons-nous pour cesser le feu en Syrie et au Yémen ?

Tout d'abord l'Estonie et la Lettonie proposent de signer une stratégie géopolitique entre les pays membres de l'Union Européenne, se compromettant à soutenir une coalition globale contre le groupe terroriste Daesh, ainsi que réduire au maximum les armes et les fonds économiques qui leurs sont attribués. En effet, nous devons tous aider humanitairement et garantir une protection humanitaire internationale aux citoyens affectés par la guerre. Cependant, il faut tout de même contrôler les réfugiés en renforçant les barrières entre les frontières. Nous ne pouvons pas nous permettre d'accueillir autant de réfugiés illégalement perturbant l'économie des pays.

Nous pouvons augmenter les fonds d'aide économique au Yémen et à la Syrie, de même que collaborer avec les principales ONG coopérant avec ces pays, et avec les pays ayant les plus volumineux camps de réfugiés. Il faut travailler pour leur permettre un retour vers leurs pays d'origine, sans pour autant compromettre les dirigeants actuels.

Nous pouvons tout de même renforcer l'armée des pays membres ici présent, afin de veiller à ce que la population civile soit dans de meilleures conditions, visant à leur

donner une image de sécurité. Cette armée peut être placée au deuxième plan avec les civils, leur assurant les besoins essentiels alimentaires, les besoins sanitaires. Ainsi que collaborer avec la reconstruction du pays.

Cette armée ne sera pas pour être placée dans le camp de bataille.

Nous devons agir en tant qu'union et donner l'exemple de société désiré par tous, spécialement les pays en crise. Nous ne pouvons pas permettre que la situation du 8 avril 2017 au conseil de sécurité des Nations Unis se reproduise. Ce jour-là s'est débattu l'interdiction de l'usage des armes chimiques, qui après un long débat et notre forte insistance accompagnés de deux autres pays, s'est adopté. Cette fois si, il ne s'agit pas de l'échelle globale mais de l'échelle européenne, qu'il faut signer un agenda pour la paix.

L'Estonie et la Lettonie sont disposées à capter et à négocier afin de trouver une solution en accord avec les intérêts des pays ici présents. Avant tout, donnant l'exemple d'union, de pacifisme et de sociétés démocratiques.